

FEMMES,

par où passe le développement





En dépit d'une quasi-parité - elles représentent 50,4 % de la population - les femmes camerounaises contribuent pour plus de 90 % à l'économie de la nation. Ménagères, cultivatrices, vendeuses à la sauvette, enseignantes, elles sont la cheville ouvrière de la production de ressources vivrières et leur travail ravitaille les grandes villes du pays.

Pourtant, sous-représentées - elles ne sont que 13 % dans les instances législatives - sous-scolarisées en raison de difficultés économiques ou de grossesses précoces, elles subissent encore des violences d'un autre âge et « bénéficient » d'un code de la famille injuste et vieux de plus de 20 ans.

Une situation que Marie Thérèse Abena Ondo Obama, ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, s'emploie à faire évoluer, axant sa mission sur une sensibilisation massive de la société. ■

Photo: Yannick Copannec



Rencontre avec Mme la ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille du Cameroun, Professeur Marie-Thérèse Abena Ondo Obama

Pédiatre de formation, elle suit l'évolution de la situation de la femme et veille au respect de ses droits. Elle collabore avec différentes organisations qui militent pour la défense des droits de la femme, les agences de développement et de coopération internationale et les autres départements ministériels qui initient des actions en faveur des ruraux et des pauvres, dont les femmes. Sa mission est immense, elle reste passionnée...

“

L'une des principales victoires de notre ministère, le MINPROFF, c'est d'avoir réussi à permettre aux filles de poursuivre leurs études. Tout passe par l'éducation. Au Cameroun, l'école primaire est gratuite pour tous, mais les filles n'en bénéficient pas toujours très longtemps. Abandonnées, sorties du système scolaire par manque de moyens ou en raison d'une grossesse précoce non désirée - c'était antérieurement un motif d'exclusion - elles sont aujourd'hui prises en charge par nos centres de promotion de la femme qui assurent leur formation et réalisent un travail de sensibilisation des familles. Les enseignements sont multiples - nouvelles technologies de l'information, habillement, teinture, esthétique, coiffure etc. - et s'effectuent sur neuf mois au maximum. Le ministère les aide ensuite à s'installer si elles le désirent, si elles veulent générer des emplois. Tous nos centres proposent des solutions de micro-crédit, sous forme de fonds rotatifs aux taux raisonnables, de l'ordre de 10 % par an. Les taux de remboursements diffèrent, ils sont plus ou moins bons selon les régions,...

AU CAMEROUN, LA DISPARITÉ HOMME/FEMME AU NIVEAU DES SALAIRES N'A JAMAIS EXISTÉ. À QUALIFICATION ÉGALE, SALAIRE ÉGAL "

poursuivent un enseignement scientifique. Elles étaient 2 % à Polytechnique ou aux Travaux Publics, elles sont maintenant 16 % dans les filières scientifiques.

Nous insistons également sur la promotion du mariage. Pour sécuriser la famille, parce qu'en cas de concubinage sans versement de dot, il n'y a aucune obligation entre les partenaires. Dans la plupart des cas, c'est la femme qui se retrouve abandonnée et qu'elle ait un emploi ou non, l'éducation des enfants devient délicate. Nous avons déjà célébré 5000 mariages collectifs, notre objectif pour 2011 est d'en célébrer 4000 et d'établir par la même occasion, gratuitement, les actes de naissance des enfants non déclarés. Parce que le certificat de naissance est indispensable pour passer le certificat d'études primaires et que sans lui, les filles restent à la maison...

”



En projet, la création d'un centre pilote d'aide aux femmes en détresse. Pour venir en aide aux femmes victimes de viols, d'incestes ou infectées par le VIH/SIDA. Pour sensibiliser aussi et faire renoncer les familles à certaines pratiques traditionnelles néfastes comme les rites de veuvage, les mariages précoces et forcés, les mutilations génitales: excision, pierre blanche (la pierre qui rend « la virginité aux femmes »), "repassage" des seins et du ventre... Cette dernière pratique toucherait 24 % de la population féminine du Cameroun d'après la GTZ, l'agence allemande de coopération internationale interrogée à ce sujet.

"Tout le monde est conscient de la bataille à mener, que la religion ne peut entraver. D'ailleurs au Cameroun, il n'y a pas de problème avec les religions"

Le silence étant de mise ; 7 % des filles le réalisent elles-mêmes en cachette et la plupart du temps les hommes ne connaissent pas la coutume; elle aurait été découverte fortuitement, dans le cadre de missions de formation.

Mais l'évolution de la situation des femmes passe aussi par le droit. Le Cameroun n'a pas encore de code civil mais un code des personnes et de la famille. Pâle copie du code Napoléon de 1804, il ne concerne pas uniquement la femme et comporte de nombreuses injustices. En cours de redéfinition - une promesse faite aux femmes en 1997 par le chef de l'État - il implique plusieurs départements ministériels et n'a toujours pas vu le jour. Avec plus de 250 ethnies, une culture anglophone et francophone, des pratiques religieuses telles que l'islam et le christianisme, le consensus s'avère complexe et la mise sur pied d'une législation égalitaire et équitable, intégrant prescriptions traditionnelles et règles de droit moderne, n'est toujours pas en vue. ■

CAMEROUN

► 21 % des jeunes filles contractent des grossesses non désirées*

► 22 % des enfants nés de mères adolescentes n'ont pas d'acte de naissance*



Marie-Thérèse Abena Ondo Obama

Violences, mutilations génitales, Sida, MST...

Femmes camerounaises, victimes privilégiées

Viol, inceste, excision, repassage des seins, pierre blanche, travestissement des rites de veuvage...

La liste est longue des violences faites aux femmes qui perdurent dans l'ombre des familles. Aujourd'hui mises au banc des accusés, parce qu'elles handicapent considérablement le développement du Cameroun, l'éradication de ces pratiques est un des combats que livrent les associations de défense des droits des femmes, une bataille qui passe par l'éducation des filles et des garçons.

L'EXCISION ET AUTRES INTERVENTIONS IMPLIQUANT L'ABLATION PARTIELLE OU TOTALE DES ORGANES GENITAUX EXTERNES DE LA FEMME

Selon les chiffres officiels disponibles au ministère de la Promotion de la femme et de la famille, ce phénomène toucherait plus de 20 % de la population féminine mais serait plus étendu qu'il n'y paraît, les statistiques n'étant pas aisées à établir.

Une étude, réalisée en 2008 et validée par le Minproff, précise que les victimes représentent 33 % dans l'Extrême-Nord et 25 % dans le Sud-Ouest, où il est plus concentré dans les localités de Manyo, du Logone et Chari et du Mayo-Sava. Peu de références à Douala et à Yaoundé, mais on trouve un important foyer de ces pratiques au quartier Briqueterie à Yaoundé ; un foyer cosmopolite qui brasse Nigériens, Maliens et Arabes choas.

Aujourd'hui, le Code pénal camerounais ne punit pas ces pratiques alors que la Constitution reconnaît et protège les « valeurs traditionnelles conformes aux principes démocratiques, aux droits humains et à la loi ». L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le 6 février Journée internationale pour l'élimination des MGF (mutilation génitale féminine) et de toutes autres pratiques traditionnelles nocives pour la santé des femmes et des fillettes précisant : « Parmi ces mutilations, l'excision est non seulement une mutilation, mais une atteinte à la dignité et à la sexualité des femmes ».

LE VIOL ET L'INCESTE

Une tendance inquiétante et exponentielle

- ▶ 5,2 % de filles et femmes ont été violées
- ▶ 14 % ont échappé à une tentative de viol
- Parmi les victimes :
 - ▶ 18 % l'ont été par un membre de la famille
 - ▶ 9 % ont subi un viol par plusieurs violeurs
 - ▶ 11 % ont été violées au moins trois fois

LE "REPASSAGE" DES SEINS

UNE PRATIQUE PARTICULIEREMENT REPANDUE AU CAMEROUN - PRINCIPALEMENT EN VILLE - ET EN GUINEE, QUI SERAIT CENSEE RETARDER L'ACTIVITE SEXUELLE.

Il s'agit de masser les seins des adolescentes avec divers objets chauffés comme des pierres, des pilons ou encore des spatules à couscous, parfois plusieurs fois par jour, pour empêcher la poussée mammaire et le développement de la poitrine. Une méthode qui éviterait ainsi aux jeunes femmes de devenir trop attirantes pour la gente masculine...

Le résultat ? Des douleurs, physiques et psychologiques. Des brûlures, infections, coulées de lait maternel hors grossesse ou allaitement... Avec comme objectif de retarder les premiers rapports sexuels et par conséquent les grossesses précoces supposant la sortie du système scolaire. D'éviter aussi les mariages forcés, organisés précocement par les pères et qui nécessitent pour se faire, la preuve de la vraie maturité physique des filles.

Dans un pays fortement touché par le Sida et les MST (Maladies Sexuellement Transmissibles), les mères ont la conviction d'agir dans l'intérêt de leurs filles et préfèrent les mutiler plutôt que les voir gâcher leur avenir. Une situation qui ne cesse d'inquiéter la communauté internationale, qui prône l'usage du préservatif, seule solution permettant d'enrayer à la fois le Sida et les grossesses précoces, avec à terme pour effet, de rendre caduque la pratique du « repassage des seins ».

24 % des adolescentes du Cameroun ont subi cette pratique
Le risque est de 50 % pour les filles dont les seins poussent avant l'âge de 9 ans

* Chiffres du RENATA, le Réseau National des Associations de Tantines, fournis dans le cadre de ses campagnes de sensibilisation



VIH/SIDA AU CAMEROUN

- ▶ 2010 : 560 306 malades
- ▶ 2009 : 553 000 malades
- ▶ 2008 : 543 294 malades
- ▶ 2007 : 510 000 malades

* Source : Chiffres 2010 - CNLS (Comité National de Lutte contre le Sida)



Photo : Yannick Copannec

VIH/SIDA

UN CONTEXTE D'ÉPIDÉMIE GÉNÉRALISÉE
33 millions de personnes vivent aujourd'hui dans le monde avec le VIH/Sida.
22 millions sont en Afrique subsaharienne.

En 2010, avec une prévalence de 5,1 % (nombre de cas rapportés à la population totale à un moment donné), le Cameroun comptabilisait 560 306 personnes infectées (adultes et enfants) dont 326 278 femmes et 234 028 hommes. 51 315 nouvelles infections ont été enregistrées dans la population générale - 22 680 hommes et 28 635 femmes - et plus de 34 000 personnes infectées ont perdu la vie.

Quatre régions sont particulièrement touchées :

Le Nord-ouest :	8,7 % de la population
L'Est :	8,6 %
Le Centre :	8,3 %
Le Sud-ouest :	8 %

Sur les 217 372 personnes vivant avec le VIH Sida (Pvvis), éligibles au traitement en 2010, seuls 89 515 sont actuellement sous antirétroviraux malgré la gratuité du traitement depuis le 1^{er} mai 2007.

En matière de prévention, seule 13 % de la population (15-49ans) connaît son statut sérologique.

69 % des hôpitaux ne respecteraient pas les coûts des examens biologiques et des consultations au Cameroun

Selon Positive-Generation, association de lutte contre le sida

Photo : Yannick Copannec

En cause, l'accès aux soins. Si les soins coûtent bien moins cher aujourd'hui qu'il y a quelques années - une plaquette de six comprimés pour un traitement antirétroviral coûte 100 francs CFA (0,15 euro) et un bilan de suivi 3 000 (5 euros) - y accéder relève toujours du parcours du combattant. La raréfaction des stocks et les heures d'attente dans des hôpitaux où le personnel ne respecte pas toujours les tarifs homologués y sont pour beaucoup. Le constat réalisé par les acteurs associatifs engagés dans la lutte contre la pandémie pointe du doigt les directeurs d'hôpitaux et les coordonnateurs des hôpitaux de jour qui n'appliqueraient pas les prix homologués par le Minsanté, le ministère de la Santé publique, notamment ceux des bilans de suivi des patients, des différents examens biologiques ou des consultations et médicaments antirétroviraux.

Selon un récent travail de recherche mené par l'ANRS, l'agence française de recherche sur le Sida, publié sous le titre « Les femmes à l'épreuve du VIH dans les pays du Sud : Genre et accès universel à la prise en charge », les femmes camerounaises tireraient davantage profit que les hommes des systèmes de santé et, plus globalement, des services proposés aux personnes vivant avec le VIH. Elles resteraient toutefois peu soutenues dans certains domaines comme la contraception, la prise en charge des pathologies féminines liées au VIH ou la gestion des soins au sein de leurs familles dont elles assument souvent seules les responsabilités.

Deux tiers des séropositifs vivent sur le continent

Le programme d'accès universel au préservatif féminin

Contraception, lutte anti-sida



André Mama Fouda
ministre de la Santé publique

Introduit sur le marché camerounais au début des années 2000, le préservatif féminin fait l'objet d'un programme d'accès universel soutenu par un consortium de bailleurs de fonds, en phase pilote depuis janvier 2009 et ce jusqu'à décembre 2011. Le but : réduire le nombre de nouvelles infections au VIH, de grossesses non désirées et augmenter l'offre en matière de contraceptifs auprès des femmes de 15 à 49 ans.

Cinq régions - Centre, Littoral, Sud-ouest, Nord-Ouest et Adamoua - ont été retenues pour sa mise en œuvre, aux vues des chiffres de vulnérabilité et de mortalité des femmes qu'ils présentent.

Des résultats plutôt encourageants. Même si les prévisions ne sont pas encore atteintes - 2 millions 400 000 préservatifs féminins sur les trois années de phase pilote - ce sont malgré tout 1 million 200 000 préservatifs féminins qui ont déjà été consommés. Le ministre de la Santé publique André Mama Fouda présentait les chiffres annuels début mai lors de la deuxième réunion annuelle d'évaluation tenue à Yaoundé : En 2008, le programme distribuait un peu plus de 143 000 préservatifs féminins. 776.000 condoms l'ont été en 2010. Une évolution exponentielle qui s'explique par les efforts de communication et les différentes campagnes menées par l'Acms (Association camerounaise pour le Marketing social) et le Minsanté pour la promotion du préservatif féminin. Parce qu'il n'est pas évident pour une femme de venir le demander, ce sont



les salons de coiffure, là où les femmes abordent tous les sujets y compris ceux de leur intimité, qui ont été ciblés pour la distribution. 51 salons disséminés sur le triangle national vulgarisent actuellement

le produit, vendu également au siège de l'Acms et dans les pharmacies à 100 FCFA l'unité et 2 500 FCFA le paquet. Mais le plus difficile reste à faire : modifier les comportements, les réflexes et les habitudes des femmes, mitigées quant à son utilisation. Comment en effet les amener à un usage systématique et répété du préservatif féminin quand celui-ci est décrit comme : « pas pratique », « difficile à utiliser », « ça fait beaucoup de bruit », « ça refroidit l'ardeur » etc. ?

L'essentiel des contaminations se produit par des rapports sexuels non protégés





Lutter contre la pauvreté avec les nouvelles technologies L'opération 100 000 femmes, Horizon 2012

87 500 femmes ont déjà bénéficié de ce projet destiné à initier 100 000 femmes camerounaises à l'usage de l'outil informatique d'ici 2012.

Une réussite qui permet à Mme Abena Ondoa Obama d'espérer atteindre l'objectif annoncé avant la fin de l'opération. Lancée en août 2003 par l'IAI Cameroun, l'Institut Africain d'informatique, représentation du Cameroun et placée sous le Haut Patronage du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, l'Opération 100 000 Femmes, Horizon 2012 est constituée de deux volets : la formation et l'éducation aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication).

En pratique, il ne s'agit pas de former des femmes ingénieurs en informatique mais de leur donner les moyens de participer au développement et à la lutte contre la pauvreté en leur dotant des outils nécessaires. En quatre semaines d'une formation pratique, les participantes accèdent aux techniques de base de l'internet et de la bureautique : Word, Excel, publication assistée par ordinateur, comptabilité, recherche sur Internet. On y apprend à ouvrir sa boîte mail, à exposer ses produits, à trouver des partenaires ou des financements, à se regrouper, pour mieux vendre ou mieux acheter.

On y apprend aussi les dangers sous-jacents du virtuel, les arnaques de l'Internet. À prêter la plus grande attention à la réputation d'un site



web, son nom de domaine, l'identification de l'auteur, la mise à jour, la finalité et l'utilisation du site... Les titulaires de ces formations sont souvent recherchés par de petites et moyennes entreprises pour la gestion informatisée de leurs affaires.

En pratique, la formation se heurte à des difficultés. Absence ou insuffisance de structures d'encadrement, faible appropriation des NTIC par les femmes, abandon en cours de formation pour divers motifs comme paresse, occupations familiales, grossesses ou encore, mutation du mari. Sans compter les détournements de l'objectif, certaines femmes s'investissant plutôt dans la recherche de relations amicales à l'étranger qu'à l'appropriation des outils d'aide à l'autonomie.

Le programme concerne toutes les femmes en provenance de toutes les régions du Cameroun, sans considération d'âge ou de catégorie sociale. Qu'elles soient cadres, étudiantes, responsables ou agents de service, elles doivent juste savoir lire et écrire.

Son coût : entre 55 000 et 27 500 FCFA selon les régions, au titre des frais de participation. Les handicapés, filles mères, veuves et albinos (victimes de discriminations pouvant aller jusqu'au sacrifice humain) bénéficient d'une formation gratuite.

Une opération qui vise à pallier le retard du Cameroun en termes de TIC. Avec un taux d'accessibilité très faible : 5 % en 2008 selon l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC) et un indice d'accès numérique (DAI) de 0,16 sur une échelle de 0 à 1, ce sont la qualité, l'infrastructure, l'accessibilité économique et l'éducation qui constituent encore les principaux facteurs inhibiteurs du développement de ces technologies. ■



Mme Abena Ondoa Obama